

**RÉPONSE À LA TROUSSE DE
PARTICIPATION D'INDUSTRIE CANADA
CONCERNANT LE RAPPORT
*ATTEINDRE L'EXCELLENCE***



**Présentation au Secrétariat de l'innovation
d'Industrie Canada, partie 2 de 5**

**Présentée par Canada25
30 août 2002**

Canada25
110, rue Charles Ouest
Toronto (Ontario)
M5S 1K9
416.313.3722 (T)
416.313.2999 (F)
info@canada25.com
www.canada25.com

TABLE DES MATIÈRES

Question I : Créer de nouvelles connaissances et les commercialiser plus rapidement	3
Question II : Acquérir des compétences pour la nouvelle économie.....	15
Question III : Instaurer le bon contexte commercial et réglementaire	26
Question IV : Renforcer les collectivités	36
Annexe A : Qu'est-ce que Canada25?	46
Annexe B : Quelles sont notre vision et notre définition de l'innovation?	47

Question n° 1 : Créer de nouvelles connaissances et les commercialiser plus rapidement

Le gouvernement a identifié les questions suivantes relatives à la recherche et à la commercialisation de l'innovation :

- 1) le besoin d'accroître la capacité de recherche du secteur privé ;
- 2) le besoin d'accroître les gains des entreprises canadiennes en provenance de la R-D et de renverser la tendance actuelle des idées qui sont reprises et exploitées par d'autres.

Par conséquent, les cibles suivantes ont été fixées :

- D'ici 2010, se classer parmi les cinq premiers pays du monde en ce qui concerne la performance sur le plan de la R-D.
- D'ici 2010, au moins doubler les investissements actuels du gouvernement fédéral dans la R-D.
- D'ici 2010, se classer parmi les meilleurs au monde en part des ventes du secteur privé attribuables à des innovations.
- D'ici 2010, augmenter les investissements en capital de risque par habitant pour arriver au niveau général des États-Unis.

Veillez tenir compte des questions suivantes et organiser vos réponses selon le modèle à la page suivante :

1. **Cibles** : Ces cibles permettront-elles au Canada d'obtenir de meilleurs résultats de ses investissements en R-D?
2. **Défis importants** : Quels sont les principaux défis à relever si l'on veut exploiter de nouvelles idées et les commercialiser?
3. **Priorités du gouvernement du Canada** : Pensez-vous que les priorités que propose le gouvernement du Canada (page 7, Sommaire) vous aideront à relever ces défis?
4. **Vision de l'innovation** : Que pouvez-vous faire (pour votre organisation, votre collectivité, votre région ou votre secteur) afin d'aider le Canada à améliorer sa performance sur le plan de l'élaboration et de la commercialisation de nouvelles idées?
5. **Engagements, mesures, échéances** : Que pouvez-vous faire dans l'année qui vient? Dans les cinq prochaines années? Que devraient faire d'autres entités (gouvernement, entreprises, collectivités)?
6. **Enjeux nationaux** : Quelles sont les questions de performance sur le plan du savoir qui doivent être réglées à l'échelle nationale?

1. Cibles : Les cibles concernant la performance sur le plan du savoir sont-elles appropriées?Oui Non

De façon générale, Canada25 juge que ces cibles sont appropriées. On a soulevé les points suivants en ce qui concerne la faisabilité des objectifs et notre capacité de mesurer et de suivre nos progrès :

D'ici 2010, se classer parmi les cinq premiers pays du monde en ce qui concerne la performance sur le plan de la R-D.**Perspectives :**

- Le but de se hisser parmi les cinq premiers pays du monde au chapitre de la performance en R-D est certes stimulant, mais une préoccupation considérable a été exprimée quant à notre capacité de l'atteindre. Voici quelques-unes des raisons mentionnées : la concurrence des autres pays pour atteindre des buts similaires; la variabilité de l'investissement du secteur privé ; et l'impact du ralentissement économique du marché des télécommunications/TI sur les dépenses à court et à long terme au titre de la R-D dans ce secteur.

Recommandations :

- Fixer des jalons annuels ou semestriels dynamiques en ce qui concerne la performance sur le plan de la R-D, afin de nous forcer à faire le suivi de nos progrès et à comparer plus souvent notre réussite à celle des autres pays.
- Cerner les tendances mondiales en R-D et en tirer profit. Par exemple, d'après les preuves initiales, les entreprises de technologie commencent à impartir la totalité ou certaines parties de leurs activités de recherche (p. ex., Motorola), souvent à des pays en développement. Grâce à son faible dollar, à sa main-d'oeuvre très instruite et multiculturelle et à sa proximité aux États-Unis, le Canada risque de devenir un excellent endroit pour effectuer ses activités d'impartition.
- Élaborer des stratégies pour encourager les sociétés multinationales à concentrer certaines parties de leurs dépenses en R-D au Canada (p. ex., cela pourrait inclure des stimulants fiscaux supplémentaires, la promotion de nos universités en tant que partenaires du capital intellectuel, le recrutement des laboratoires en R-D dans des grappes industrielles établies).

DBRD/PIB comme mesure de la performance sur le plan de la R-D**Perspectives :**

- On craint que le ratio DBRD/PIB ne soit pas le meilleur paramètre à utiliser pour comparer notre investissement dans la R-D à celui des autres économies mondiales, principalement à cause d'une différence considérable entre la taille de l'économie canadienne et celle des autres pays industrialisés.
- On exprime également une préoccupation face au manque de preuves empiriques qui démontrent que la hausse du ratio DBRD/PIB entraîne une hausse correspondante dans la prospérité d'un pays.

Recommandations :

- Comparer nos dépenses à celles des autres pays ayant des économies et des engagements sociaux similaires à ceux du Canada (c.-à-d., les pays scandinaves) en vue d'une comparaison plus utile et d'un outil plus utile pour l'élaboration de la politique d'innovation.
- Envisager l'utilisation de la mesure de la DBRD par rapport aux ventes du secteur privé, afin de suivre plus directement non seulement notre investissement dans la R-D, mais aussi notre capacité réussie à profiter des bénéfices économiques de nos innovations.
- Reconnaître que l'impact à long terme de l'innovation devrait entrer en ligne de compte dans les paramètres de la qualité de vie, ainsi que les paramètres économiques.

2. Défis importants : Trois principaux défis à relever pour exploiter de nouvelles idées et les commercialiser :

Défi n° 1 : Accroître le capital d'investissement pour la commercialisation de première étape

Perspectives :

- Il faut une hausse dans le capital d'investissement de première étape mis à la disposition des entreprises canadiennes émergentes. Le Canada doit accroître la réserve de capitaux d'amorçage et de démarrage qui comble l'écart entre les instituts de recherche et la commercialisation de première étape. Plusieurs raisons ont été mentionnées, notamment : l'aversion pour le risque chez les institutions financières canadiennes; le temps et l'effort requis pour solliciter et attirer le capital d'investissement américain; le manque de capital réservé à l'investissement à risqué élevé par les gestionnaires de portefeuille canadiens; et le manque de rendement acceptable généré par les fonds de capital de risque de travailleurs.
- Il est impératif que le gouvernement prenne des mesures pour accroître le capital de risque disponible en temps opportun afin d'appuyer les entreprises canadiennes qui nécessitent un financement provisoire pour faire face au ralentissement du marché en cours. Le gouvernement sera obligé de procéder ainsi s'il veut atteindre ses cibles en matière d'innovation et donner aux

entreprises canadiennes de technologie une occasion de jouer des rôles de premier plan dans le prochain cycle de l'évolution technologique.

Recommandations :

Réduire la dépendance envers les investisseurs étrangers en capital de risque en augmentant la réserve de capital de risque de première étape dans les fonds canadiens de capital de risque. Cela pourrait se traduire par la création d'un « fonds de fonds » à la BDC, qui pourrait investir dans des partenariats canadiens sophistiqués de capital de risque de première étape ou par la création de coentreprises entre les investisseurs en capital de risque canadiens et américains afin d'aider à l'identification des possibilités et de faciliter les transactions plus rapidement. Cela devrait s'ajouter à la hausse de la réserve de capitaux intérieurs.

- Confier aux fonds de capital de risque de travailleurs le mandat d'embaucher non seulement des gestionnaires de portefeuille, mais aussi des professionnels en investissement dotés d'une solide expertise en exploitations. La plupart des investisseurs en capital de risque qui réussissent aux États-Unis ont une vaste expérience en exploitations. De ce fait, la présence d'une telle expertise à l'interne pourrait améliorer les chances de produire un rendement positif.

Défi n° 2 : Instaurer une culture qui appuie l'entrepreneurship et l'innovation

Perspectives :

- En vue d'instaurer une culture entrepreneuriale qui accepte la prise de risques, qui récompense la réussite, qui considère l'échec comme une occasion d'apprentissage et ainsi de suite, nous devons mieux expliquer et souligner (avec des exemples canadiens pertinents) le concept de l'équilibre risque/récompense à tous les acteurs dans la chaîne de l'innovation. Les acteurs dans le processus de l'innovation devraient être conscients des gains qu'ils obtiendront (richesse, expérience, notoriété, etc.) s'ils créent et vendent une innovation pour laquelle il existe une demande sur le marché; ils devraient également connaître les gains à la suite d'un échec (expérience, aptitudes au leadership, chance accrue de réussite dans le prochain projet commercial, etc.).
- Il faudrait déployer plus d'efforts pour capter la valeur de nos innovations dans notre propre économie et au sein de nos propres réseaux de sociétés. Nous devons accroître le nombre de modèles de réussite dans notre pays ; pour ce faire, nous devons nous assurer que les innovations canadiennes en demande sur le marché ou de calibre mondial sont commercialisées au Canada.
- Le Canada devrait s'engager à des pratiques d'image de marque plus dynamiques pour récompenser nos innovateurs avec la notoriété qu'ils méritent et pour attirer des investisseurs étrangers. Si nous parvenons à

élaborer une image commercialisable, à mettre en évidence les Canadiens brillants et talentueux, ainsi que nos sciences et nos universités de classe mondiale, le capital et le talent suivront.

- Le gouvernement devrait promouvoir une vision unifiée de l'innovation qui est clairement communiquée aux Canadiens et qui est comprise par ceux-ci.

Recommandations :

- Élaborer des cours, des séminaires et des conférences qui mettent en vedette des investisseurs et des innovateurs canadiens chefs de file, en partenariat avec les universités, les gouvernements et l'industrie afin d'accroître la compréhension générale des concepts de risque et de récompense.
- Produire une « carte de pointage de l'innovation » que les collectivités, les gouvernements municipaux, les gouvernements provinciaux, les sociétés, etc. pourront utiliser pour évaluer leur engagement en matière d'innovation et pour analyser les progrès qu'ils auront réalisés en vue d'instaurer une culture d'innovation solide.

Défi n° 3 : Établir des réseaux de communication entre les parties impliquées dans l'innovation

Perspectives :

- Les canaux de communication ne sont pas efficaces entre les scientifiques, les investisseurs en capital de risque et les entrepreneurs qui ont la capacité de transformer les idées en des produits viables sur le plan économique. Outre le bouche à oreille, il n'existe guère d'infrastructure formelle pour faciliter les échanges entre ces parties.
- Nous avons besoin d'une plus grande éducation interfonctionnelle. Par exemple, les étudiants de majeure en sciences, mathématiques et génie doivent être sensibilisés aux processus commerciaux dans le cadre de leurs programmes, alors que les étudiants de majeure en affaires doivent être sensibilisés aux moyens de placer les résultats de la recherche universitaire sur le marché.

Recommandations :

- Soutenir (de façon financière et par les réseaux gouvernementaux) l'infrastructure et les programmes conçus pour faciliter l'interaction entre les parties dans le processus d'innovation (un exemple à grande échelle serait le Medical and Related Discovery District (MARS) au centre-ville de Toronto).

- Déployer des programmes tels que la bourse Martin Walmsley pour l'entrepreneurship technologique (offerte par les Centres d'excellence de l'Ontario) afin de faciliter des expériences éducatives interfonctionnelles. Ce programme offre aux étudiants en doctorat et en maîtrise l'occasion de constituer une entreprise en société, de breveter et de commercialiser leur technologie et d'essayer d'obtenir un financement en capital de risque pour leur entreprise. Ce programme serait un bon pas vers la création d'une perception selon laquelle les études doctorales sont un tremplin à l'entrepreneurship et à l'industrie, ainsi qu'à une carrière possible en recherche et en enseignement. Les récipiendaires en bourse recevront également un encadrement et des conseils en affaires de la part des mentors et des pairs, ce qui augmentera de beaucoup leur chance de réussite entrepreneuriale.
- Organiser des forums et des conférences qui relient les entrepreneurs et les scientifiques.
- Tenir des séances d'information afin de mieux sensibiliser chaque partie aux compétences et aux aptitudes contribuées par chaque partenaire dans l'effort de commercialisation.

3. Les priorités du gouvernement du Canada : Pensez-vous que les priorités que propose le gouvernement du Canada vous aideront à relever ces défis?

Oui Non

De façon générale, Canada25 juge que les priorités proposées pourraient aider à relever les défis, mais on a fait certains commentaires supplémentaires :

« Offrir au Canada des possibilités de recherche qui soient compétitives à l'échelle internationale. »

Perspective :

- Cette priorité a été largement appuyée, mais il est possible de la renforcer davantage en allouant une certaine partie du financement à la transposition des projets de recherche existants vers l'étape de la commercialisation, en vue d'aider à la transition éventuelle vers le marché.
- Le gouvernement pourrait envisager de souligner les domaines dans lesquels ces possibilités de recherche seraient offertes.

Recommandation :

- Élaborer plusieurs subventions dont les critères comprennent un plan concret pour la transition de la technologie en, au moins, des dispositifs de démonstration afin d'illustrer le potentiel de la technologie aux investisseurs potentiels, aux titulaires de licence, etc.
- Classer les départements canadiens de deuxième et troisième cycles à l'échelle nationale et internationale afin de démontrer les domaines où il existe DÉJÀ des possibilités de recherche concurrentielles au niveau international.
- Viser à élaborer des créneaux d'envergure dans nos institutions, car notre taille nous empêche de tout faire pour tout le monde.
- Établir des « bourses d'embauche d'étudiants de deuxième ou troisième cycle » pour permettre aux jeunes professeurs à l'avenir prometteur d'accorder des bourses à des étudiants de deuxième ou troisième cycle qui autrement ne seraient pas disposés à prendre un risque avec un jeune professeur. Ainsi, nos nouveaux universitaires pourraient accélérer leur carrière et, par ricochet, les possibilités de recherche qu'ils peuvent offrir.

« Le gouvernement du Canada envisagera une approche concertée en ce qui concerne l'investissement dans la recherche afin de cibler la capacité fédérale sur les possibilités scientifiques qui se dessinent. »

Perspective :

- Les approches concertées sont considérées comme d'excellentes initiatives et le gouvernement devrait s'engager à agir.

« Encourager davantage les petites et moyennes entreprises (PME) à adopter et à mettre au point des innovations d'avant-garde. »

Perspective :

- Le gouvernement accorde déjà des stimulants fiscaux aux entreprises qui investissent dans la R-D, mais ces programmes ne tiennent pas compte de la taille de l'entreprise. Les grandes entreprises, comme Dow Chemicals, ont les moyens de dépenser au titre de la R-D avec la promesse d'obtenir le remboursement à la fin de l'année financière. Par contre, les PME à court d'argent ne peuvent souvent pas investir lorsque le remboursement n'arrive pas dans les douze mois.

Recommandations :

- Permettre aux PME d'emprunter en fonction de ces crédits ou d'obtenir cet argent plus rapidement afin de pouvoir survivre sans cette somme vitale. Le gouvernement devrait mieux éduquer les emprunteurs et les encourager à prêter en fonction de ces crédits.

Concernant le capital de risque

Perspectives :

- Les priorités liées au capital de risque sont un bon début, mais il faut déployer davantage d'efforts. On a mentionné que la BDC constituait une source de financement bien intentionnée, mais sa capacité à exécuter cause une certaine préoccupation (de façon générale, les prêteurs plus qualifiés préfèrent travailler avec les banques de l'annexe 1 – qui ont été personnellement relayées à un membre de Canada25 lorsqu'il a fait affaires avec la BDC comme prêteur commercial à une grande banque canadienne).
- Canada25 juge également qu'un engagement plus dévoué devrait être pris pour accroître la réserve de capital de risque, tant par les sources canadiennes qu'étrangères.

Recommandations (en plus de celles fournies dans la section sur les défis nationaux) :

- Améliorer la base de connaissances du personnel dans les banques canadiennes et dans les entreprises canadiennes d'investissement en capital de risque par l'embauche, la formation ou les alliances avec les entreprises américaines ou internationales, et par la collaboration avec les chercheurs ou les autres personnes ayant une expertise scientifique.
- Élaborer des solutions de rechange à investir tout l'argent dans la BDC. Par exemple, un programme de financement fédéral qui travaille avec les entreprises d'investissement en capital de risque ou des stimulants fiscaux qui récompensent les investisseurs privés qui ont participé aux initiatives commerciales pourraient contribuer bien plus à accroître le capital de risque.

4. Vision de l'innovation à l'appui de la performance sur le plan du savoir :

Voir annexe B.

5. Engagements

Qui	Échéance	Mesures
Canada25	1 an	Continuer de solliciter, à l'échelle nationale, la rétroaction des jeunes Canadiens et de communiquer au gouvernement les opinions et les perspectives de notre groupe d'âge visé.
	2 ans	Élaborer des idées sur d'autres programmes interdisciplinaires susceptibles d'être créés entre les universités, l'industrie ou avec les autres partenaires.
Universités + Industrie	5 ans	Consacrer des ressources à l'étude de grappes canadiennes afin de comprendre les spécificités de la théorie des grappes dans le contexte canadien (en fonction de nos industries, nos réalités géographiques, etc.)
Universités + Industrie	5 ans	Consacrer des ressources à l'étude de la commercialisation du savoir canadien afin de comprendre les spécificités de la commercialisation du savoir dans le contexte canadien et afin de déterminer ce qui est requis pour accélérer sa performance.
Industrie	1-2 ans	Solliciter activement et démontrer les innovations au public.
	2-5 ans	Inviter les chercheurs et les étudiants universitaires à leurs laboratoires afin d'apprendre les applications pratiques de la recherche. Élaborer des programmes et des stages concertés/co-op.
	Continu	Établir des laboratoires de recherche au Canada, en partenariat avec les universités. Accroître le soutien philanthropique à nos universités.

Gouvernement	1-2 ans	Coordonner la communication et les partenariats entre les intervenants après la création d'une politique et obtenir l'acceptation de toutes les parties impliquées dans une « vision de l'innovation » nationale. À cet égard, créer une équipe interdisciplinaire, dirigée à l'externe, mais appuyée par le gouvernement.
Gouvernement	3 ans	Créer UN programme reconnu qui récompense les innovations de notre pays avec la possibilité de commercialiser leurs inventions et d'apprendre des compétences et des aptitudes relatives à la « catégorie de gestion ». Ces personnes deviendront les modèles de réussite et les mentors de demain (nota : cela pourrait se traduire par la fusion de plusieurs récompenses existantes à petite échelle) Accorder plus de ressources et accroître la sensibilisation aux différents programmes d'aide à l'intention des entrepreneurs et des entrepreneurs potentiels (p. ex., les scientifiques). Cela pourrait se faire par une présence dans les campus universitaires.

6. Enjeux nationaux : Les trois principales questions qui doivent être réglées à l'échelle nationale

1. Favoriser une culture d'innovation au Canada

Perspectives

- Une culture d'innovation est requise pour assurer une compréhension accrue du processus d'innovation et des récompenses personnelles, sociales et économiques de l'innovation. Une culture d'innovation aidera le Canada à attirer et à retenir le talent et aidera nos personnes, nos universités et nos entreprises à livrer concurrence à l'échelle mondiale.
- Le gouvernement doit être au premier plan avec une stratégie qui comprend une vaste définition de l'innovation qui n'est pas conçue ou communiquée uniquement en tant qu'une politique en sciences et en technologie.

Recommandations

- Créer un programme qui reconnaît les innovations d'avant-garde dans un certain nombre de domaines et qui célèbre les récipiendaires à l'échelle nationale non seulement dans le cadre d'une cérémonie, mais aussi par le soutien stratégique et financier à leur initiative.
- Fournir des possibilités pour l'expérience interdisciplinaire (comme les détachements du secteur privé au gouvernement, l'élaboration de cours interdisciplinaires obligatoires dans les universités, les stages dans les entreprises de démarrage).

2. Créer des réseaux pancanadiens qui relieront les divers secteurs de société impliqués dans l'innovation

Perspectives

- Nous devons relier les entrepreneurs avec les scientifiques canadiens chefs de file mondiaux, les entrepreneurs avec leurs clients et les petites entreprises avec les investisseurs en capital de risque. Ainsi, nous pouvons bâtir un marché plus favorable au risque et stimuler la croissance d'entreprises qui répondent le mieux aux besoins du marché. Il faudrait également mieux réseauter les divers échelons de gouvernement afin de clairement délimiter les sphères de collaboration, de propriété et de responsabilité après la création de la stratégie d'innovation.
- En général, nous devons investir dans un plus grand nombre de réseaux et de partenariats entre les secteurs, les industries et les institutions. L'innovation exige le regroupement des personnes et des idées.

Recommandations

- Faciliter les partenariats entre les universités et l'industrie afin d'élargir l'espace de laboratoire et fournir d'autres ressources aux étudiants de deuxième ou troisième cycle pour accroître la taille des classes de deuxième ou troisième cycle. Ainsi, le département de génie de l'Université de Waterloo a largement bénéficié des laboratoires universitaires de Bell.
- Dans les régions géographiques où le développement économique ciblé est particulièrement important, la présence d'un intermédiaire qui assure une communication claire entre les employeurs et les établissements d'enseignement pourrait aider à atténuer les incohérences dans la réserve de travailleurs qualifiés. Les conseils de commerce ou les chambres de commerce au niveau local pourraient en assumer la direction, en partenariat avec les établissements d'enseignement locaux, dans leurs collectivités.

3. Mettre l'accent sur les forces existantes du Canada en matière de savoir et en tirer parti afin de stimuler les domaines d'expertise

technologiques où nous comptons des avantages concurrentiels mondiaux.**Perspectives**

- Il est certes crucial d'alimenter les nouvelles industries, mais nous ne pouvons omettre l'expertise de calibre mondial dont jouit le Canada dans certains domaines (p. ex., dans les télécommunications, les ressources naturelles, les services financiers) et les possibilités qu'ils présentent tant au chapitre de l'innovation que du profil mondial.

Recommandations

- Recourir aux conseils sectoriels pour diriger les missions commerciales.
- Cibler des ressources engagées dévouées au développement de grappes pour appuyer les industries et services de soutien pour les principaux domaines d'expertise canadiens.

Question n° 2 : Acquérir des compétences pour la nouvelle économie

La demande de personnes hautement qualifiées au Canada continue de croître.

Le Canada peut relever son défi sur le plan des compétences en puisant à trois sources pour augmenter le nombre de personnes hautement qualifiées dont il dispose :

- 1) les jeunes diplômés des universités et collèges canadiens;
- 2) les immigrants hautement qualifiés qui viennent au Canada avec un statut de résident permanent ou de travailleur étranger temporaire ;
- 3) et les personnes qui font déjà partie de la population active et qui se perfectionnent ou suivent de nouvelles formations.

Les cibles en matière de compétences du Canada se concentrent donc sur ces trois groupes :

- Jusqu'en 2010, augmenter de 5 p. 100 par an en moyenne le nombre des étudiants inscrits à la maîtrise et au doctorat dans les universités canadiennes.
- Au cours des cinq prochaines années, faire augmenter de 1 million le nombre d'adultes qui profitent de possibilités d'apprentissage.
- D'ici 2004, améliorer sensiblement la performance du Canada pour ce qui est de recrutement de talents étrangers, y compris d'étudiants étrangers, en utilisant les programmes relatifs à l'immigration permanente et au statut de travailleur étranger temporaire.
- Faire en sorte que nos politiques d'immigration nous permettent d'accueillir les travailleurs qualifiés dont nous avons besoin.

Veillez tenir compte des questions suivantes et organiser vos réponses selon le modèle à la page suivante :

1. **Cibles** : Les cibles proposées garantiront-elles au Canada suffisamment de travailleurs qualifiés pour participer pleinement à la nouvelle économie?
2. **Défis importants** : Quels sont les principaux défis à relever si l'on veut disposer de suffisamment de personnes hautement qualifiées?
3. **Priorités du gouvernement du Canada** : Pensez-vous que les priorités que propose le gouvernement du Canada (page 9, Sommaire) vous aideront à relever ces défis?
4. **Vision de l'innovation** : Que pouvez-vous faire (pour votre organisation, votre collectivité, votre région ou votre secteur) afin de renforcer les compétences nécessaires dans la nouvelle économie? Par exemple, votre organisation doit-elle offrir un environnement qui

encourage davantage les gens à suivre une formation universitaire ou à faire de la recherche?

5. **Engagements, mesures, échéances** : Que pouvez-vous faire dans l'année qui vient? Dans les cinq prochaines années? Que devraient faire d'autres entités (gouvernement, entreprises, collectivités)?
6. **Enjeux nationaux** : Quelles sont les questions de compétences relatives à l'innovation qui doivent être réglées à l'échelle nationale?

1. Cibles : Les cibles relatives à une main-d'œuvre qualifiées sont-elles appropriées?Oui X Non

En général, Canada25 juge que les cibles pour perfectionner les compétences nécessaires à la nouvelle économie du savoir sont appropriées. On a toutefois soulevé les points suivants en ce qui concerne les cibles :

Concernant l'intention d'accroître le nombre d'étudiants de deuxième et troisième cycles**Perspectives :**

Canada25 reconnaît que le fait d'accroître le nombre d'effectifs du deuxième et troisième cycles est un pas positif pour le Canada et cette étape sera nécessaire pour atteindre les cibles de performance énoncées à la Question n° 1. Toutefois, nous croyons que :

- Il ne faudrait pas compromettre les admissions et les normes universitaires des universités du Canada car les universités s'efforcent d'attirer des étudiants supplémentaires. Le défi sera donc d'identifier et de recruter assez de candidats qualifiés pour nos programmes de deuxième et troisième cycles.
- La réputation internationale des écoles canadiennes doit être maintenue et la durée des programmes de maîtrise et de doctorat ne devrait pas être artificiellement raccourcie uniquement pour produire un plus grand nombre de diplômés et libérer les ressources pour les nouveaux étudiants.
- Une éducation accrue devrait tenir compte des lacunes en matière de compétences et de savoir. De nombreux diplômés trouvent déjà qu'il est difficile de trouver du travail dans leur domaine, alors que dans d'autres domaines, il n'y a pas assez de diplômés. La croissance du nombre de places disponibles (y compris dans les programmes d'éducation aux adultes) doit répondre directement aux besoins de l'industrie pour assurer que tous les diplômés sont utilisés à leur plein potentiel.
- L'innovation n'incombe pas uniquement aux sciences et au génie. Les investissements en éducation doivent être protégés et étendus à d'autres disciplines, en particulier les arts et les sciences humaines. Les bienfaits que procure cette forme d'éducation à la société sont très valorisés par les participants.
- Il pourrait s'avérer difficile de financer et de créer l'infrastructure dans le délai fixé, comme l'équipement de laboratoire, les classes de cours, les résidences, etc. pour augmenter le nombre d'étudiants de deuxième et troisième cycles.

- En plus de l'infrastructure physique, nous devons assurer une disponibilité adéquate des professeurs permanents ou d'autres instructeurs pour encadrer et perfectionner nos étudiants du deuxième et troisième cycles.

Recommandations :

- Mieux promouvoir les meilleures écoles du Canada dans le milieu international afin de les rendre plus attrayantes aux étudiants internationaux. La recommandation susmentionnée visant à classer et à publier le classement international des départements de deuxième et troisième cycles permettrait également d'atteindre cet objectif.
- Accroître le financement aux programmes de bourse du CRSNG et du CRSH afin d'encourager les meilleurs étudiants à poursuivre leurs études au Canada.
- Effectuer une analyse comparative pour aider les universités à évaluer la durée moyenne des programmes de maîtrise et de doctorat et pour s'assurer que les étudiants disposent de ressources et d'instructions comparables à celles des meilleures écoles américaines et internationales.
- Sensibiliser les étudiants éventuels aux pénuries en matière de compétences dans les domaines particuliers pour les aider à faire des choix quant au type de programme d'études à suivre. Il serait utile de dresser une carte de la demande prévue pour certaines compétences par rapport à l'offre prévue, à l'aide des données fournies par les universités et l'industrie et facilitée par le gouvernement, afin d'aider les étudiants à comprendre les professions qui affichent une pénurie ou un surplus, particulièrement dans les programmes axés sur les compétences ou les cours collégiaux.
- Appuyer les universités dans l'élaboration et l'exécution de stratégies destinées à gérer les exigences d'infrastructure et de ressources humaines nécessaires pour favoriser la croissance dans les programmes de deuxième et troisième cycles. Nous ne pouvons négliger la qualité de notre éducation. Cela devrait être une priorité financière pour les gouvernements.
- Régler le problème de l'endettement croissant et parfois excessif des étudiants au niveau du premier cycle en vue de permettre un plus grand nombre d'étudiants talentueux d'accéder aux études de deuxième ou troisième cycle. Plusieurs répondants ont mentionné l'endettement au premier cycle comme un important facteur dans leur décision de ne pas poursuivre des études de deuxième et troisième cycles.

Concernant le recrutement de talents étrangers

Perspectives :

- Cette cible pourrait être difficile à réaliser, car le reste du monde industrialisé livrera concurrence pour attirer ces mêmes travailleurs qualifiés.
- Le Canada ne doit pas oublier que les pays en développement ont un prix à payer lorsque leurs gens talentueux les quittent. Nous pourrions donc

encourager les nouveaux Canadiens à contribuer en retour à leurs pays d'origine.

- L'objectif d'adapter les politiques d'immigration doit traiter le fait que les crédits étrangers de nombreux immigrants qualifiés ne sont pas reconnus au Canada, ce qui place notre pays dans une situation fort désavantageuse pour ce qui est d'attirer des gens talentueux et ce qui frustre les nouveaux Canadiens lorsqu'ils arrivent ici.

Recommandations :

- Élaborer des programmes d'analyse comparative à l'échelle internationale pour faciliter la reconnaissance des universités internationales et des diplômes qui y sont attribués, ainsi que la série de compétences pertinentes des immigrants. Les associations professionnelles ou les groupes industriels devraient produire un test d'aptitude afin d'évaluer les compétences et les aptitudes des immigrants pour qu'ils puissent exercer leur profession ou découvrir les compétences ou les qualifications précises qui leur manquent afin de suivre les études nécessaires en temps opportun.
- Détecter les secteurs où l'on prévoit une pénurie de travailleurs qualifiés et tenir compte de cette information dans les politiques d'immigration et de recrutement d'étudiants internationaux. De plus, il faudrait faire connaître ces possibilités aux nouveaux Canadiens potentiels et fournir un excellent mécanisme pour communiquer les domaines de possibilités régionales. Cela pourrait s'avérer particulièrement puissant au Canada atlantique; les participants de cette région l'ont d'ailleurs fortement appuyé.
- Envisager d'évaluer la réussite dans ce domaine en mesurant la croissance du nombre d'étudiants internationaux dans les universités canadiennes ou le nombre de diplômés internationaux qui restent au pays après leurs études.
- Offrir aux diplômés de toute université accréditée un permis de travail d'une année pour travailler au Canada, avec des options de renouvellement. Cela attirera des jeunes au pays et fournira des occasions pour le Canada et ses citoyens d'établir des relations avec les citoyens des autres pays.

2. Défis importants : Les trois principaux défis à relever pour disposer d'une main-d'œuvre qualifiée :

Défi n° 1 : Élaborer une « catégorie de gestionnaires » et attirer les meilleurs talents

Perspective :

- Le gouvernement du Canada devrait prendre des étapes pour établir une « catégorie de gestionnaires » au Canada. Le Canada souffre d'un manque d'expérience entrepreneuriale approfondie; par ailleurs, la sagesse entrepreneuriale ne s'acquiert pas du jour au lendemain. On juge donc que ce problème doit être abordé par le gouvernement et qu'il faudrait mettre en

oeuvre des programmes et des projets pour « injecter » des entrepreneurs dans la société canadienne et les récompenser en leur donnant une occasion de prendre part aux diverses étapes des innovations.

Recommandation :

- Déployer des programmes tels que la bourse Martin Walmsley pour l'entrepreneurship technologique (offert par les Centres d'excellence de l'Ontario) afin de faciliter des expériences éducatives interfonctionnelles.
- Créer des occasions de mentorat par les chefs de file existants du Canada. Canada25 préconise la création d'une classe de séminaires en guise de forum pour le mentorat. Ce type de programme d'éducation continue serait conçu pour tirer profit d'un programme de cours formel, créé par un établissement d'enseignement, avec des expériences concrètes en leadership, contribuées par différents chefs de file canadiens.
- Faciliter des occasions d'expérience interdisciplinaire au premier cycle et aux deuxième et troisième cycles . Cela pourrait se présenter sous plusieurs formes : par des stages (p. ex., un étudiant scientifique dans une direction gouvernementale de politique, un étudiant en affaires dans un laboratoire, un ingénieur dans une entreprise de démarrage); par des exigences de cours obligatoires ou un travail sur le terrain.

Défi n° 2 : Faire face au virage démographique et à la concurrence internationale aux talents**Perspectives :**

- À mesure que la course aux travailleurs qualifiés internationaux s'intensifie, le Canada aura pour défi d'offrir des avantages attrayants.
- Une pénurie de travailleurs qualifiés surviendra, en partie, à cause d'une population vieillissante qui prendra sa retraite. Nous devrions donc envisager des possibilités dans ce virage démographique, notamment une occasion accrue pour le mentorat et l'apprentissage intergénérationnel.
- Des attentes supérieures sont placées sur les employeurs du Canada dans un marché où il y aura plus d'emplois que de recrues potentielles au cours de la prochaine décennie. Par conséquent, les employeurs doivent travailler plus fort pour attirer et retenir une main-d'œuvre qualifiée.
- Au lieu de la perspective selon laquelle nous faisons une faveur aux immigrants en les laissant venir au Canada, il faut adopter la perspective selon laquelle nous sommes honorés que des gens talentueux à travers le

monde choisissent le Canada comme un endroit où vivre et travailler. Le gouvernement devrait refléter cette mentalité tout au long du processus d'immigration et nous devrions travailler à inculquer le même sentiment chez la population canadienne.

Recommandations :

- Élaborer des programmes pour intégrer plus rapidement les compétences et les qualifications des immigrants à notre économie. Par exemple, d'après une récente étude en Ontario, moins du quart des professionnels immigrants travaillent dans un domaine pour lequel ils n'ont pas été formés et près de 30 p. 100 sont sous-employés. Nous devons faire un suivi du délai nécessaire pour qu'un immigrant qualifié trouve un emploi valable. Tous les secteurs doivent travailler à identifier et à surmonter les obstacles (p. ex., on pourrait remédier au manque de réseaux par le recours à des programmes de mentorat industriel; les lacunes en compétences pourraient être comblées plus rapidement avec le soutien des associations professionnelles).
- Encourager et subventionner les efforts en éducation continue des entreprises canadiennes afin d'aider le Canada à développer des travailleurs mieux formés. Cela pourrait se traduire par des subventions aux groupes industriels ou des stimulants fiscaux de la part du gouvernement.
- Diriger un programme de compétences, conjointement au programme de l'innovation, d'une manière facile à comprendre pour tous les intervenants. L'utilisation productive de tous les Canadiens, y compris les jeunes et les Autochtones, est très importante, tout comme l'expérience des travailleurs plus âgés pour servir de mentors auprès des jeunes.

Défi n° 3 : Créer une image de marque solide pour le Canada en tant qu'une place où travailler et vivre

Perspectives :

- Canada25 juge qu'on peut déployer plus d'efforts pour façonner l'image du Canada en tant qu'un endroit pour les talents. Nous devons insister sur la capacité du Canada à fournir des possibilités d'emploi intéressantes, à appuyer et à encourager la diversité multiculturelle et à fournir une haute qualité de vie.
- Il est possible de lancer un dialogue national significatif sur nos valeurs et aspirations communes. Une simple publicité ne suffira probablement pas pour susciter une confiance envers les messages auprès de la population qui constitue, au bout du compte, les meilleurs vendeurs du Canada.

Recommandations :

- Promouvoir, au monde entier, les modèles de réussite canadiens concernant l'excellence en affaires ou en recherche. De tels efforts de marketing devraient viser notre auditoire cible de talents qualifiés et d'investisseurs étrangers.
- Recourir à nos conseils sectoriels au moment de mener des missions commerciales à l'étranger.
- Élaborer un réseau de soutien de Canadiens expatriés grâce à des programmes tels qu'un « congrès des Canadiens », composé d'expatriés qui occupent des postes de premier plan à l'étranger. Ce groupe pourrait servir d'un conseil consultatif supérieur pour les gouvernements et les entreprises du Canada afin de contribuer à la sensibilisation internationale et de fournir un apport direct aux stratégies en matière de politique, de commerce ou d'investissement. Les Canadiens à l'étranger joueront une grande part dans la promotion de la réputation du Canada dans les pays étrangers comme un excellent endroit où vivre et investir. Nous devrions donc solliciter leur aide pour raconter notre histoire.
- Miser sur notre appréciation inhérente de notre patrimoine multiculturel dans nos efforts de marketing international. Nos collectivités accueillent les nouveaux Canadiens de toute ethnie et les encouragent à garder leur culture vivante.

3. Priorités du gouvernement du Canada : Pensez-vous que les priorités que propose le gouvernement du Canada vous aideront à relever ces défis?

Oui Non

Dans l'ensemble, les priorités du gouvernement captent bien ce qu'il faut faire pour créer une main-d'œuvre qualifiée. Toutefois, Canada25 estime que certaines des priorités doivent être mieux définies ou réexaminées en vue d'en assurer l'efficacité. On a soulevé les points suivants :

« Créer un programme de bourses d'études de tout premier ordre. »

Perspectives :

Le concept de créer un programme similaire à la bourse Rhodes est certes excellent, mais la bourse Rhodes risque d'être trop exclusive et de ne pas récompenser assez de Canadiens. Le 99^e centile n'est pas le seul groupe qui pourra faire beaucoup au Canada.

- Les répondants n'ont pas indiqué clairement si le programme de bourse d'études Trudeau était la seule intention visée par cette recommandation et, le cas échéant, s'il y avait des possibilités de contribuer à son élaboration ou si d'autres bourses étaient prises en considération.

Recommandation :

- Envisager de mettre l'accent sur les domaines de caractère unique ou d'importance stratégique pour le Canada. Contrairement à la bourse d'études Rhodes, qui est attribuée en fonction de l'habileté générale dans un domaine donné, l'accent devrait être placé sur les chercheurs ou les spécialistes dans certains secteurs industriels identifiés par le Canada comme des priorités économiques ou des domaines où le Canada prévoit une pénurie de compétences. De plus, pour encourager les récipiendaires de bourses à travailler au Canada, la bourse devrait être accompagnée d'une occasion de travailler avec une entreprise canadienne de calibre mondial dans le domaine choisi du titulaire de prix ou dans un poste de haut niveau dans la fonction publique.
- Envisager l'inclusion d'un élément à la fonction publique dans la bourse d'études Trudeau (p. ex., les gagnants pourraient également recevoir une position stratégique de six ou douze mois dans le service civil) afin d'assurer que la bureaucratie capte les pensées avant-gardistes.
- Demander aux boursiers Canada Rhodes ou aux autres récipiendaires de bourses internationales d'aider à façonner les prix Trudeau.

« Utiliser un programme révisé pour les travailleurs étrangers temporaires, ainsi que des autorisations provinciales élargies afin de faciliter l'entrée de travailleurs hautement qualifiés, et à s'assurer que les avantages de l'immigration sont plus équitablement répartis dans l'ensemble du pays. »

Perspective :

- Si nous forçons les travailleurs immigrants à s'implanter dans les régions où l'on a le plus besoin d'eux, contrairement aux régions où ils veulent être, nous pourrions transgresser leurs droits. Canada25 reconnaît certes que ce n'est pas l'intention voulue, mais le libellé n'est pas clair.

Recommandation :

- Assurer la clarté de l'intention en s'engageant à mieux sensibiliser les immigrants aux diverses possibilités et cultures qui existent dans les différentes régions du pays (et permettre à ces régions de faire valoir leurs propres besoins) pour que les immigrants puissent décider, par eux-mêmes, de l'endroit qui offre les possibilités les plus pertinentes pour eux ; ainsi, les régions auront la flexibilité de recruter les immigrants les plus susceptibles à réussir en fonction des réalités culturelles et du marché de travail dans la région (p. ex., expansion du programme concernant les candidats d'une province).

4. **Vision de l'innovation** à l'appui d'une main-d'œuvre qualifiée :

Voir annexe B

5. **Engagements**

Le tableau suivant reflète les engagements pris par un certain nombre des membres de Canada25 et leurs suggestions pour les autres organismes :

Qui	Échéance	Mesures
Canada25	1 an	Contribuer à l'élaboration de programmes de bourse d'études. Soutenir l'élaboration de nos messages au monde entier (« image de marque »), à la fois avec l'aide des membres établis au Canada et ceux établis à l'extérieur.
	2-3 ans	Servir de lien entre les entreprises et les universités pour mieux comprendre ce dont les jeunes ont besoin pour réussir dans leur carrière.
	Continu	Continuer de développer ses conseils et ses membres à l'extérieur du Canada, utiliser son organisme et ses groupes de politique pour les engager à l'élaboration de politiques du Canada et communiquer les résultats de ces conversations au gouvernement et aux autres intervenants. Assurer que nos conseils canadiens atteignent les immigrants afin d'accroître les possibilités pour tous les jeunes résidents à s'engager dans ces débats de politique et dans les débats pertinents au Canada.
Gouvernement/ Organismes professionnels/ Établissements d'enseignement	1 an	Élargir les programmes tels que le Service d'évaluation des titres scolaires (SETS) et l'Accès aux métiers et aux professions offerts par le gouvernement de l'Ontario, afin de reconnaître les crédits étrangers. De plus, élaborer des cadres pour fournir plus de renseignements sur les tendances du marché canadien aux professionnels formés au pays et à l'extérieur,

	2 ans	ainsi qu'aux conseils sectoriels. Créer un Congrès des Canadiens.
	3-5 ans	Créer des tests normalisés d'évaluations des compétences pour les immigrants. Examiner la reconnaissance de la recherche universitaire étrangère.
Organismes individuels	1 an	Fournir des renseignements aux étudiants sur le perfectionnement professionnel et contribuer à la formation des gestionnaires professionnels et des entrepreneurs.
	Continu	S'occuper des étudiants dans les programmes co-op ou dans les stages (si tel n'est pas encore le cas).
Universités	1 an	Veiller à ce que les meilleurs départements de deuxième et troisième cycles soient inclus dans les classements internationaux.
	1-2 ans	Créer et financer des équipes de recherche multidisciplinaires. Examiner les possibilités d'offrir des cours multidisciplinaires et s'engager à élaborer plus de cours dans un délai raisonnable.
	3-5 ans	Offrir une formation d'orientation spécialisée pour les étudiants dans toutes les disciplines en vue d'assurer une familiarisation ou une connaissance générale des grappes industrielles locales.

		<p>pour les adapter aux besoins de l'industrie et à une économie changeante. Mener une enquête nationale auprès des travailleurs qualifiés étrangers, avant et après le lancement de la stratégie d'innovation, afin de mesurer la réussite des changements.</p> <p>Fournir un programme ou accorder plus de financement aux organismes existants qui aident les nouveaux immigrants. En particulier, on pourrait élaborer un système de mentorat pour jumeler les immigrants/ professionnels âgés avec les nouveaux immigrants dans des rôles d'observation au poste de travail.</p>
--	--	---

6. Enjeux nationaux : Les trois principales questions qui doivent être réglées à l'échelle nationale

Voir aussi la section 2 : Principaux défis, pour plus d'information sur les enjeux suivants.

1. Recrutement des talents étrangers et reconnaissance des crédits étrangers

Perspective :

- Le gouvernement doit contrer aux départs sur le marché du travail attribuables au vieillissement de la population par l'élaboration d'une politique en matière d'immigration qui reconnaît les crédits étrangers et envisager de fournir des stimulants pour changer la façon dont les gens prennent leur retraite.

Recommandations :

- Établir des normes pour la reconnaissance des compétences. Les associations professionnelles nationales, les établissements d'enseignement et le gouvernement pourraient tous collaborer à l'établissement d'une norme internationale pour les compétences et d'un système d'évaluation des crédits étrangers par rapport aux crédits canadiens.
- La création d'une mission de recrutement de talents, équivalent aux missions commerciales d'Équipe Canada, pourrait aider à promouvoir le Canada aux talents étrangers. Les représentants de DRHC, de CIC, ainsi que les universités et les employeurs canadiens pourraient mener des missions de recrutement dans les pays étrangers. L'équipe pourrait visiter les campus universitaires étrangers et des salons d'emploi sélectionnés pour y recruter les talents de premier ordre et promouvoir les villes canadiennes pour inciter les esprits brillants à y immigrer.
- Accélérer le traitement de toutes les demandes de résidence permanente de façon à ce que le délai soit moins long que la demande typique de la « catégorie indépendante ».
- Formaliser les réseaux de diplômés canadiens expatriés, non seulement pour favoriser le réseautage, mais aussi pour assurer un réseau de Canadiens qualifiés dotés d'une expérience internationale.

2. Image de marque du Canada

Perspectives :

- Il est crucial d'instaurer une culture favorable à la prise de risques, appuyée par des entrepreneurs qui sont prêts à prendre des risques et à innover. La

promotion du Canada comme un endroit où travailler et vivre constitue également une question qui doit être traitée au niveau national.

- L'exercice d'« image de marque » ne doit pas se résumer à un exercice de publicité ou de propagande, mais doit être élaboré et appuyé par la population.

Recommandation :

- Envisager de promouvoir de façon plus dynamique les possibilités de carrière et de mode de vie au Canada pour les personnes ambitieuses et hautement qualifiées partout au monde. Le Canada doit se promouvoir activement au monde entier, non seulement en tant qu'une destination touristique de nature sauvage, mais en tant qu'un excellent endroit où vivre et faire carrière. Pour CIC, ce mandat supplémentaire nécessitera une transformation fondamentale d'attitudes, car ce ministère a traditionnellement joué le rôle d'un contrôleur d'accès plutôt qu'un recruteur de talents.

3. Encourager l'apprentissage continu chez les Canadiens

Perspectives :

- L'innovation exige le recyclage continu des compétences tout au long de notre vie. L'enseignement de compétences particulières, telles que la série de compétences pour la catégorie des gestionnaires, ne peut être réalisé avec succès que lorsque les Canadiens entrent dans la population active. Les membres de Canada25 sont découragés par le manque de soutien de la part des employeurs pour financer le coût élevé associé aux programmes d'éducation continue.

Recommandation :

- Envisager d'accroître les allègements fiscaux pour les employeurs du secteur privé ou du secteur bénévole qui offrent des possibilités d'apprentissage continu ou d'éducation continue à leurs employés.

Question n° 3 – Instaurer le bon contexte commercial et réglementaire

Le gouvernement a un rôle important à jouer pour que l'image de marque du Canada dans le monde projette son attachement à l'excellence et à l'innovation et en fasse connaître les possibilités.

Cibles visant le milieu de l'innovation :

- Faire en sorte que le régime fiscal des entreprises du Canada reste concurrentiel par rapport à celui des autres pays du G-7.
- D'ici 2004, mettre pleinement en œuvre les lignes directrices du Conseil d'experts en sciences et en technologie afin de s'assurer de la bonne utilisation des sciences et de la technologie dans le processus décisionnel gouvernemental.
- D'ici 2005, améliorer de façon notable le profil du Canada auprès des investisseurs internationaux.
- D'ici 2010, mener à bien l'examen systématique des politiques commerciales et réglementaires du Canada pour s'assurer qu'elles soutiennent une économie novatrice, tout en protégeant notre qualité de vie.

Questions à débattre

- 1. Cibles :** Les cibles proposées permettront-elles d'offrir aux Canadiens, aux entreprises et aux collectivités le milieu voulu pour maximiser le potentiel novateur?
- 2. Défis importants :** Quels sont les principaux défis qui empêchent les Canadiens et les entreprises d'innover davantage?
- 3. Priorités du gouvernement du Canada :** Pensez-vous que les priorités que propose le gouvernement du Canada (page 11, Sommaire) permettront de créer un milieu plus propice à l'innovation?
- 4. Vision de l'innovation :** Comment votre organisation pourrait-elle tirer profit d'un milieu de l'innovation amélioré?
- 5. Engagements, mesures, échéances :** Quelles mesures devrait-on prendre dans l'année à venir? Dans les cinq prochaines années? Qui devrait donner l'exemple (gouvernement fédéral, gouvernement provincial, etc.)?
- 6. Enjeux nationaux :** Quelles sont les questions relatives au milieu de l'innovation qui doivent être réglées à l'échelle nationale?

1. Cibles : Les cibles proposées permettront-elles d'offrir aux Canadiens, aux entreprises et aux collectivités le milieu voulu pour maximiser le potentiel novateur?

De façon générale, Canada25 juge que les cibles sont appropriées, mais certaines préoccupations ont été soulevées :

« D'ici 2010, mener à bien l'examen systématique des politiques commerciales et réglementaires du Canada. »

Perspective :

- On craint que l'échéance de 2010 pour mener à bien l'examen de nos politiques commerciales et réglementaires soit trop longue.
- Le gouvernement devrait recourir à un organisme tiers, ou groupe d'organismes, pour effectuer l'examen afin d'assurer une évaluation impartiale.

Recommandations :

- Encourager une exécution plus rapide de cette cible, peut-être en fixant la date cible à 2007.
- Veiller à ce qu'un organisme (ou groupe d'organismes) tiers, réellement indépendant, mène cet examen systématique afin d'éliminer toute partialité politique du processus et des constatations. Ce groupe devrait ensuite assurer que les résultats sont diffusés au public.

« Faire en sorte que le régime fiscal des entreprises du Canada reste concurrentiel par rapport à celui des autres pays du G-7. »

Perspective :

- Bien qu'il importe de surveiller notre régime fiscal des entreprises à la lumière des politiques des autres pays du G7 (conformément à la deuxième cible), on juge que l'analyse comparative ne devrait pas se restreindre aux pays du G7.
- Avec l'augmentation du coût du capital, l'impôt sur le capital des entreprises pourrait donner lieu à un impact négatif non voulu sur notre capacité d'attirer des investissements (en fait, rares sont les pays de l'OCDE qui l'utilisent).
- Bien que les impôts ne soient généralement pas un facteur principal pour les jeunes Canadiens, on reconnaît son effet sur la création d'un contexte d'affaires dynamique, particulièrement si cela signifie que les sièges sociaux et les chefs commerciaux et universitaires ne choisissent pas le Canada pour des raisons fiscales.

- Les personnes qui vivent à l'extérieur du Canada perçoivent le Canada comme une juridiction où les impôts sont élevés. Les impôts canadiens sur le revenu des particuliers seront probablement toujours supérieurs à ceux des États-Unis, il faut mettre au clair deux points. Tout d'abord, notre régime fiscal n'a pas considérablement changé au cours des dernières années et, deuxièmement, il faut formuler clairement les retombées impliquées avec les divers régimes fiscaux et les avantages découlant d'un impôt supérieur.

Recommandations :

- Ne pas limiter l'analyse comparative aux pays du G7 seulement, surtout dans les industries où les principaux concurrents du Canada ne font pas partie du G7.
- Surveiller de près les différences fiscales sur le revenu des particuliers (en particulier, entre le Canada et les États-Unis) et, fait plus important, promouvoir fortement et expliquer les retombées pour que les Canadiens sachent que la différence dans leur salaire net présente un avantage commensurable dans d'autres domaines.
- Évaluer de nouveau l'utilisation de l'impôt sur le capital des entreprises (dans les provinces/territoires qui l'utilisent).

2. Défis importants : Quels sont les principaux défis qui empêchent les Canadiens et les entreprises d'innover davantage?**Perspectives:**

- Bon nombre des défis mentionnés par les membres de l'équipe de Canada25 dans ce domaine sont similaires à ceux traités à la Question n° 1 (comme la création d'une culture d'innovation parmi les citoyens canadiens, qui rassemble une vision commune et appuie les petites entreprises).
- Selon Canada25, le plus grand défi identifié dans cette section concerne notre capacité d'accroître les connaissances du Canada et les possibilités/forces canadiennes à l'étranger, surtout à la lumière des comparaisons avec les États-Unis.

Recommandations :

- Miser sur les réputations des investisseurs actuels au Canada (qu'il s'agisse de cadres des entreprises canadiennes, des banques étrangères ou d'autres investisseurs privés), ainsi que des Canadiens qui vivent à l'extérieur du pays pour élaborer et vendre l'idée des occasions au Canada.
- Recourir aux conseils sectoriels pour des missions de plus grande envergure d'Équipe Canada.
- Faciliter et encourager les échanges internationaux pour aider les Canadiens à tisser des liens avec les citoyens dans d'autres pays et, par le fait même,

faciliter la contribution d'un réseau d'ambassadeurs informels à l'image du pays.

3. Priorités du gouvernement du Canada : Pensez-vous que les priorités que propose le gouvernement du Canada (page 11, Sommaire) permettront de créer un milieu plus propice à l'innovation?

→ Les répondants jugent que les trois priorités dans cette section permettraient de créer un milieu plus propice à l'innovation. Les préoccupations soulevées étaient similaires à celles indiquées dans les sections précédentes, particulièrement en ce qui concerne l'élaboration d'une « image de marque » canadienne.

4. Vision de l'innovation : Comment votre organisation pourrait-elle tirer profit d'un milieu de l'innovation amélioré?

Voir annexe B.

5. Engagements, mesures, échéances

Qui	Échéance	Mesures
Gouvernement fédéral, en collaboration avec les gouvernements provinciaux	1 an	Indiquer le cadre et l'échéance pour l'examen des régimes fiscaux et réglementaires.
	5 ans	Mener des examens des régimes réglementaires en fonction des dynamiques nationales et internationales changeantes.
Gouvernements municipaux et principales industries du secteur privé	1 an	Indiquer les principaux obstacles réglementaires qui entravent leurs collectivités/industries.
Organisme indépendant	1 an	Effectuer un examen formel des régimes commerciaux et réglementaires.
	5 ans	Rendre compte des constatations de l'examen au public.
Canada25	1 an	Miser sur le réseau des jeunes Canadiens de Canada25 répartis

	5 ans	<p>dans le monde entier pour étudier les perceptions relatives au contexte réglementaire canadien.</p> <p>Fournir un apport à l'élaboration d'une « marque » ou d'une histoire canadienne.</p> <p>Continuer de fournir une rétroaction sur l'image du Canada à l'étranger en qu'une place où travailler et investir, et poursuivre la contribution à l'élaboration du profil du Canada.</p>
Gouvernement fédéral (avec la contribution des principaux secteurs et industries)	1-2 ans Continue	<p>Établir un cadre d'analyse comparative et fixer des cibles</p> <p>Évaluer et comparer la performance du Canada</p>

6. Enjeux nationaux : Quelles sont les questions relatives au milieu de l'innovation qui doivent être réglées à l'échelle nationale?

Les enjeux suivants ont été mentionnés comme les questions les plus importantes qui doivent être réglées à l'échelle nationale :

1. Faciliter l'intégration et la collaboration des divers intervenants.

Perspective :

→ Le rapport a raison de signaler que l'innovation est l'affaire de tous les Canadiens, mais le gouvernement fédéral et ses partenaires provinciaux doivent clairement formuler une vision globale cohérente, en plus d'appuyer et d'investir dans l'élaboration de réseaux qui encourageront et maintiendront le travail concerté des intervenants (et même lorsque le gouvernement n'est pas directement impliqué).

Recommandation :

→ La question n° 1 présente plusieurs idées sur la façon d'y arriver.

2. Intégrer, de façon inhérente, la rétroaction de l'industrie.

Perspective :

- Pour assurer le déploiement réussi de la stratégie, il faudra mener des consultations continues avec l'industrie dans les cercles de politique, ainsi qu'une capacité de répondre au changement.

Recommandations :

- Institutionnaliser les consultations. Les réunions régulières et les comptes rendus sont une façon d'y arriver, mais à long terme, il mérite de créer des consultations permanentes et des organismes consultatifs.
- Envisager des moyens créatifs pour amener les experts industriels à la fonction publique, même pour des courtes périodes, pour aider à faciliter une rétroaction continue. Par exemple, les entreprises du secteur privé pourraient faciliter les échanges entre leurs établissements et la fonction publique ou encourager leurs employés à prendre des congés sabbatiques pour accroître la compréhension entre les deux secteurs.

3. Appuyer l'exploration de débouchés sur les nouveaux marchés.

Perspectives :

- Bien que des liens économiques solides avec les États-Unis soient un résultat inévitable de la proximité géographique, il faudrait soutenir, au niveau national, les entreprises qui cherchent à diversifier les débouchés pour que les entreprises canadiennes, surtout celles de petite taille, puissent trouver des possibilités ailleurs si elles le désirent.

Recommandation :

- Bien que cela implique invariablement l'élaboration et l'exécution d'une stratégie d'image de marque, cela pourrait également inclure une prestation facile de données économiques et de marché en provenance d'autres pays à l'intention des petites entreprises.

Question n°4 : Renforcer les collectivités

Un des paradoxes de l'économie mondiale du savoir, c'est que les sources d'avantage concurrentiel se trouvent généralement à l'échelle locale. Dans tout le Canada, collectivités et régions utilisent leurs connaissances pour créer des valeurs économiques, et c'est là que les éléments du système d'innovation national se conjuguent.

Dans le passé, l'économie canadienne reposait principalement sur les ressources naturelles et la fabrication, ce qui avantageait les collectivités situées à proximité des ressources naturelles ou des marchés importants. Dans l'économie mondiale du savoir, les actifs clés dépendent moins de l'emplacement géographique. Les connaissances et les compétences peuvent s'acquérir et être exploitées partout. Il faudrait que nos collectivités attirent l'investissement et contribuent à la croissance en créant une masse critique d'entrepreneuriat et de capacités novatrices.

L'innovation fleurit dans les filières industrielles, qui sont des centres de croissance concurrentiels à l'échelle internationale. Elles ont en commun la présence d'un ou de plusieurs établissements qui se consacrent à la R-D, qu'il s'agisse d'universités, d'établissements techniques, d'hôpitaux de recherche, de laboratoires gouvernementaux ou d'installations du secteur privé. Les filières florissantes reposent sur une base d'entreprises solides et dynamiques, constituées en réseaux et interdépendantes. Elles accélèrent le rythme de l'innovation, attirent l'investissement, stimulent la création d'emplois et créent des richesses.

Cibles visant le renforcement des collectivités :

- D'ici 2010, former au moins 10 filières reconnues à l'échelle internationale.
- D'ici 2010, améliorer la performance des collectivités canadiennes sur le plan de l'innovation afin que toutes les régions du pays, rurales et urbaines, profitent des retombées de l'innovation.
- D'ici 2005, veiller à ce que les communications à large bande à haute vitesse soient généralement accessibles aux collectivités canadiennes.

Questions à débattre :

1. **Cibles** : Ces cibles suffiront-elles à assurer que les collectivités canadiennes attireront des investissements et resteront des endroits où il fait bon vivre?
2. **Défis importants** : Quels sont les principaux défis à relever pour faire des collectivités canadiennes des filières de l'innovation?
3. **Priorités du gouvernement du Canada** : Pensez-vous que les priorités que propose le gouvernement du Canada (page 13, Sommaire) vous aideront à relever ces défis?

- 4. Vision de l'innovation :** Que peut faire votre collectivité pour devenir une filière de l'innovation? De quoi a-t-elle besoin? Que doivent faire d'autres entités (gouvernement, entreprises, dirigeants communautaires)?
- 5. Engagements, mesures, échéances :** Que pouvez-vous faire dans l'année à venir? Dans les cinq prochaines années? Que devraient faire d'autres entités (gouvernement fédéral, gouvernement provincial, etc.)?
- 6. Enjeux nationaux :** Quelles sont les questions relatives à l'innovation qui doivent être réglées à l'échelle nationale?

1. Cibles : Ces cibles suffiront-elles à assurer que les collectivités canadiennes attireront des investissements et resteront des endroits où il fait bon vivre?

Oui Non

La plupart des membres de Canada25 s'entendent pour dire que les cibles sont appropriées. Les commentaires suivants ont été formulés :

Cible : D'ici 2010, former au moins 10 filières reconnues à l'échelle internationale.

Perspectives :

- Les répondants n'ont pu indiquer clairement l'intention de l'objectif et l'échéance. L'échéance de dix ans est suffisante pour la croissance de certains domaines, mais pas pour certains autres. D'autres filières sont déjà en bonne voie d'être reconnues à l'échelle internationale, alors que d'autres y sont déjà rendues.
- De l'avis général, il n'est pas possible de créer des filières concurrentielles à l'échelle internationale; elles doivent plutôt s'émerger de façon indépendante, en fonction des ressources et des talents disponibles dans une région donnée. Cela sous-entend qu'il faut mettre l'accent sur la création du bon climat pour le développement des filières.
- Il y a un certain malaise à l'idée de « choisir des gagnants ».

Recommandations :

- Consacrer des ressources (gouvernementales, universitaires, industrielles) pour assurer que les « ingrédients » nécessaires à la réussite du développement des filières sont en place, et élaborer des stratégies multisectorielles sur la façon dont les lacunes seront comblées.
- Prendre en considération des cibles comme : « Mieux promouvoir et appuyer l'infrastructure de soutien secondaire dans les filières X,Y déjà reconnues; fournir un soutien d'infrastructure pour la force industrielle émergente dans A,B,C » ou des cibles similaires qui reconnaissent les diverses étapes du développement des filières au Canada.

Cible : D'ici 2010, améliorer la performance des collectivités canadiennes sur le plan de l'innovation afin que toutes les régions du pays, rurales et urbaines, profitent des retombées de l'innovation.

Perspectives :

- Encore une fois, il y a un niveau élevé de confusion quant à l'intention de la cible et la façon dont elle sera réalisée en des termes concrets et mesurables.

- Il est important d'expliquer la relation entre l'innovation et le développement économique, particulièrement pour les villes ou les collectivités de plus petite taille.
- Les exigences d'infrastructure seront importantes dans bon nombre de ces emplacements.

Recommandations :

- Assurer une coordination avec les bureaux de développement économique local et articuler les cibles autour des domaines qui ont le plus besoin d'un soutien gouvernemental (p. ex., infrastructure, marketing conjoint, réseautage).
- Établir un réseau de collectivités (c.-à-d., maires, conseillers municipaux, représentants élus d'innovation, etc.) à travers le Canada pour que les innovations locales utilisées par les petites municipalités pour améliorer leur collectivité soient célébrées et partagées avec d'autres municipalités.

2. Défis importants : Quels sont les principaux défis à relever pour faire des collectivités canadiennes des filières de l'innovation?**Trois principaux défis :****Défi n° 1 : S'assurer que le cadre des filières est compris et appliqué pour le bien de chaque collectivité.****Perspectives :**

- Il n'est pas toujours évident de déterminer comment les filières pourraient s'appliquer à l'ensemble des collectivités; les filières sont souvent jugées applicables à des régions massives et concurrentielles à l'échelle internationale qui comptent des entreprises, réseaux et institutions qui se renforcent d'eux-mêmes, et ne sont donc pas nécessairement un modèle de développement pertinent pour toutes les collectivités canadiennes.
- On craint également qu'un modèle spécialisé puisse impliquer une trop grande dépendance à une seule industrie pour la croissance. Plusieurs répondants ont fait allusion à la dévastation occasionnée dans les régions dépendantes du secteur des pêches et des mines et ont mis en garde contre l'approche qui consiste à « mettre tous les œufs dans le même panier » dans les petites collectivités.

Recommandations :

- Commander une étude universitaire et industrielle sur la théorie des filières dans le contexte canadien afin d'élaborer les lignes directrices et les cadres qui

permettent de déterminer les conditions dans lesquelles les filières devraient être prises en considération pour une collectivité canadienne donnée. De l'avis général, notre pays se démarque des autres pays au chapitre de son aperçu, ses perspectives et sa géographie; c'est pourquoi la théorie des filières devrait être appliquée en référence à notre situation unique.

- Dans le cadre des communications, assurer une clarté quant à ce qu'on entend par « filière ». Les Canadiens doivent comprendre qu'une filière ne peut exister partout, mais que le cadre de travail peut s'avérer un outil utile. Un délégué offre le commentaire suivant qui illustre ce point :

« D'après mes conversations avec les responsables du développement économique (DE) à Regina, je sais que les autorités de DE à Regina, à Edmonton et à Winnipeg utilisent, toutes, une stratégie de filière à l'heure actuelle. Ces villes ne croient pas forcément qu'elles vont établir des centres d'excellence de calibre mondial dans les filiales qu'elles ont identifiées, mais plutôt qu'il existe une certaine possibilité ou concentration économique susceptible d'offrir une importante occasion de croissance à l'économie locale. Une « stratégie de filière » est, en fait, une façon de dire « regroupons tous les intervenants, p. ex., dans l'industrie des films et du multimédia de Regina au sein d'une même équipe afin de traiter, conjointement, les obstacles et les possibilités de croissance ». Une « filière » est un cadre de planification qui permet de focaliser et de prioriser plus facilement les efforts de développement économique— et toutes les villes peuvent bénéficier d'une telle focalisation.

Une « stratégie de filière » nous permet également d'agir de façon plus stratégique avec les entreprises/industries qu'elle cherche à attirer à la ville. L'autorité de Regina appelle cela une « analyse des lacunes dans la chaîne de valeur ». Revenons à l'exemple de l'industrie des films et du multimédia : Regina compte un nouveau plateau de tournage à la fine pointe technologique pour la production d'émissions télévisées ou de films professionnels. La ville offre également une série croissante de programmes connexes en arts et en formation dans les universités et les collèges techniques. Mais supposons que Regina n'offre pas de services de montage après la production. Le fait de penser en termes de filière permet à l'autorité de DE de reconnaître cette lacune et de formuler un argument d'affaires attrayant qu'elle peut présenter aux studios de post-production : « Nous avons une concentration grandissante de développement de films et de multimédia à Regina, mais il n'y a aucun service local pour fournir des services de post-production. Il existe une possibilité pour un studio comme le vôtre d'établir un atelier et de répondre à ce besoin dans l'industrie locale. »

Défi n° 2 : Élargir la définition de l'innovation au chapitre des subventions et des stimulants fiscaux pour la R-D.

Perspectives :

- Les récompenses gouvernementales actuelles face à l'innovation sont trop étroites, car elles ne visent que les innovations d'ordre technologique et ignorent les autres innovations qui sont tout aussi importantes pour créer des entreprises et des villes canadiennes concurrentielles à l'échelle mondiale.
- Par exemple, le PARI, PTC, SHRED et les autres programmes de subventions ou de stimulants fiscaux fonctionnent en vertu d'une définition étroite de l'innovation qui empêche souvent des projets innovateurs d'être admissibles au soutien financier. On juge que les innovations, comme celles concernant les nouveaux systèmes compliqués de compensations des titres d'emprunt ou des actions pour le financement des entreprises qui en sont aux premières étapes de développement ou les nouveaux outils statistiques/bases de données qui procurent aux entreprises canadiennes des avantages en matière de gestion devraient également être admissibles aux crédits en R-D dans le cadre de ces programmes.

Recommandations :

Élargir la définition de l'innovation utilisée dans les programmes de stimulants fiscaux du gouvernement afin d'aider ceux qui contribuent à relever le défi de l'innovation et qui exercent un impact sur la compétitivité mondiale de nos entreprises grâce à des innovations non techniques.

Défi n° 3 : Effectuer une analyse comparative du potentiel des filières émergentes.

Perspectives :

- Après avoir mieux compris les exigences d'une filière et la capacité d'appliquer son cadre au contexte des diverses industries et régions géographiques du Canada, nous devrions faire un suivi et une analyse comparative des progrès réalisés par ces filières pour nous assurer que le contexte est toujours propice.

Recommandation :

- Élaborer un outil d'évaluation pour l'analyse comparative afin de pouvoir comparer les collectivités canadiennes à leurs équivalents et à leurs concurrents.

3. Priorités du gouvernement du Canada : Pensez-vous que les priorités que propose le gouvernement du Canada (page 13, Sommaire) vous aideront à relever ces défis?

Oui Non

Les répondants de Canada25 sont d'accord pour dire que les deux premières priorités aideront à relever les défis. Toutefois, la dernière priorité concernant le déploiement de la large bande a souvent été mentionnée comme un facteur inefficace pour favoriser les stratégies d'innovation au niveau communautaire; de l'avis général, cette priorité semble être hors contexte dans le document intégral. Internet est considéré comme un outil d'éducation et de diffusion de l'innovation, mais il ne doit pas être lié à la stratégie générale du développement communautaire. Bien des répondants jugent que, dans de nombreuses collectivités, le soutien aux entreprises et à l'infrastructure commerciale favoriseraient davantage l'innovation, plutôt qu'un accès à Internet financé par des subventions publiques.

4. Vision de l'innovation : Que peut faire votre collectivité pour devenir une filière de l'innovation?

Voir l'annexe B, et la note synthèse qui décrit l'engagement de Canada25 à aller de l'avant.

5. Engagements, mesures, échéances

Qui	Échéance	Mesures
Canada25	1 an	Mener une enquête sur les caractéristiques particulières des collectivités innovatrices au sein du réseau de Canada25 et continuer à solliciter une rétroaction significative.
	Continu	Continuer de développer nos conseils à travers le pays et, par l'entreprise de l'équipe de politique en matière d'innovation, continuer d'élaborer et de mettre en œuvre des idées sur la façon de développer des collectivités plus innovatrices.
Gouvernement	2-3 ans	Identifier les trois principaux facteurs qui entravent l'innovation des filières ou des collectivités et établir des

<p>Gouvernement/ Universités</p>	<p>2-3 ans</p>	<p>stratégies d'atténuation de ces obstacles.</p> <p>Évaluer les allègements fiscaux et examiner les domaines où l'on peut fournir un soutien à l'innovation non technique.</p> <p>Cerner les éléments requis pour créer une filière canadienne fructueuse. Identifier d'autres collectivités ayant le potentiel de devenir un de ces modèles de réussite, en fonction de critères éprouvés.</p>
<p>Universités</p>	<p>2-3 ans</p>	<p>Étudier les dynamiques de la théorie des filières et la façon dont elle s'applique au contexte canadien, puis élaborer des outils pour faire un suivi et une analyse comparative de la force de nos filières.</p>
<p>Gouvernement + Industrie</p>	<p>5 ans</p>	<p>Continuer de mettre en œuvre et de soutenir le développement des filières et des collectivités grâce à l'aide financière et à l'encadrement, puis promouvoir les régions stratégiques à l'échelle internationale.</p>
<p>Gouvernement</p>	<p>5 ans</p>	<p>Continuer de surveiller les filières actives et concurrentielles à l'échelle mondiale et déterminer les exigences changeantes.</p>
<p>Gouvernement</p>	<p>5 ans</p>	<p>Déployer des efforts pour appuyer l'innovation dans des disciplines non techniques qui aide le Canada à atteindre les objectifs énoncés dans la stratégie d'innovation.</p>
<p>Industrie</p>	<p>5 ans</p>	<p>Trouver des moyens pour éliminer la réticence envers le risque ou pour</p>

		<p>modifier la culture d'affaires canadienne actuelle peu encline à prendre des risques, et adopter une perspective plus productive de l'équilibre risque/récompense (p. ex., organiser une série de conférenciers invités pour contribuer au volet éducation).</p>
--	--	---

6. Enjeux nationaux : Quelles sont les questions relatives à l'innovation qui doivent être réglées à l'échelle nationale?

1. Mobiliser les Canadiens pour les amener à participer activement à la stratégie d'innovation.

Perspectives :

- En raison de la portée ambitieuse et nécessaire de la stratégie d'innovation, il sera difficile d'attirer les Canadiens dans le processus et de faire en sorte qu'ils reconnaissent sa pertinence.
- Il faudrait engager des ressources pour établir des réseaux communautaires, des réseaux de Canadiens expatriés innovateurs (p. ex., à Houston, à Austin, à San Francisco et en Caroline du Nord, comme points de départ) et des réseaux de personnes qui mettent en pratique l'innovation au Canada.

Recommandations :

- Faire en sorte que la stratégie d'innovation soit exposée en termes généraux et que la relation entre les filières et le développement économique soit décrite d'une manière facile à comprendre pour toutes les collectivités.
- Consacrer du temps et de l'argent à l'activité de création de réseaux et aux possibilités de rassembler les divers Canadiens en vue d'échanger des idées et de travailler ensemble à des questions qui revêtent une importance commune.
- Établir un réseau coordonné de professionnels canadiens qui vivent à l'étranger et qui compte une expérience à contribuer dans le programme de l'innovation. De nombreux centre urbains (p. ex., les clubs canadiens, les directions de diplômés universitaires, le Digital Moose Lounge dans le Silicon Valley) comptent des réseaux localisés, quoique de façon informelle. Ces réseaux indépendants devraient être amplifiés et reliés en vue de créer un réseau mondial d'expatriés canadiens et en vue de leur fournir une voie vers les personnes-ressources et les possibilités canadiennes. De tels réseaux pourraient également servir à résoudre l'un des plus gros défis du Canada

dans la création d'une économie plus dynamique : le manque d'entrepreneurs chevronnés au Canada.

2. Intégrer les efforts des intervenants dans le développement de filières et de collectivités.

Perspectives :

- Il est impératif d'amener les responsables du développement de filières ou de collectivités à travailler ensemble en vue de mettre au point une méthode cohérente d'exploration des options de développement.
- De nombreux bureaux de développement économique local disposent de stratégies exhaustives; il faut indiquer clairement la façon dont le gouvernement fédéral travaille à soutenir et relier ces efforts.

Recommandations :

- Faciliter une étude sur les exigences relatives à l'élaboration de filières dans le contexte canadien.
- Travailler avec les autorités de développement économique local pour préparer les profils des filières et identifier un rôle clair et approuvé pour le gouvernement fédéral (p. ex., marketing conjoint, soutien d'infrastructure, aide internationale, établissement de réseaux).

Annexe A : Qu'est-ce que Canada25?

Canada25 est un organisme politiquement indépendant qui a pour vision de promouvoir une nouvelle définition de la citoyenneté et du rôle des jeunes Canadiens dans le développement du Canada. Nous travaillons à engager les jeunes Canadiens, qui vivent à travers le monde, dans les débats de politique publique du Canada. Nous espérons devenir une voix plus forte que jamais qui encourage les jeunes à faire entendre leurs préoccupations et à proposer des solutions, ainsi qu'une voix qui engendre de nouvelles idées et des débats entre les dirigeants, les gens d'affaires, les universitaires et les citoyens du Canada.

Au printemps et en été 2001, Canada25 a convoqué un groupe de jeunes Canadiens pour élaborer des perspectives sur la façon dont le Canada peut attirer et retenir les jeunes talents. Les résultats du travail des délégués se sont traduits par la publication d'un rapport en juillet 2001, sous le titre « *A New Magnetic North: How Canada can Attract and Retain Young Talent* », qui aborde la question selon l'optique d'une variété de secteurs, soit la recherche et les études universitaires, les arts, les entrepreneurs, la santé, les affaires, l'enseignement, ainsi que les secteurs public et bénévole. Les principales recommandations dans ce rapport portaient sur le besoin pour le Canada d'instaurer une culture d'innovation qui transcende toutes les facettes de nos vies.

L'intérêt suscité par ce rapport, tant auprès des jeunes Canadiens que des autres intervenants, a permis à Canada25 de s'engager à un certain nombre d'activités, dont quatre ont contribué à la mise au point du présent document. La première activité concernait un sondage sur les attitudes et les opinions des jeunes Canadiens en vue de mieux comprendre leurs perspectives sur le Canada, ses villes et leur potentiel en innovation; deuxièmement, nous avons tenu une série de tables rondes régionales à travers le Canada et les États-Unis sur la façon dont nos villes peuvent servir de meilleurs moteurs de développement économique et des endroits plus vivants où habiter; troisièmement, nous avons organisé un forum national, à Victoria (Colombie-Britannique) vers la fin de juillet, qui a résumé le travail des tables rondes; et, enfin, l'équipe de politique en innovation de Canada25, a offert des réactions précises et mené une recherche plus ciblée pour le document provisoire sur l'innovation d'Industrie Canada.

Constitué en société en 2001, Canada25 est appuyé par les dons généreux d'un certain nombre d'organismes, notamment McKinsey & Company, le Groupe financier RBC, le gouvernement du Canada, CN, Aventis Pasteur, Aliant Inc., Petro-Canada, Enbridge, la Société immobilière du Canada, la province de Manitoba et la ville de Winnipeg, ainsi que APEX Public Relations. Pour de plus amples renseignements sur Canada25, veuillez consulter notre site Web au www.canada25.com, ou communiquer avec notre bureau par téléphone au 416.313.3884 ou par courriel au info@canada25.com.

Annexe B : Quelles sont notre vision et notre définition de l'innovation?

Tout au long de notre recherche, nous nous sommes efforcés de faire fond sur la vision et la définition suivantes de l'innovation, tirées de notre rapport de juillet 2001, sous le titre *A New Magnetic North: How Canada can Attract and Retain Talent*.

Dans ce rapport, nous avons défini l'innovation comme une culture qui favorise des possibilités stimulantes, qui célèbre les réussites et qui confère aux personnes le pouvoir d'utiliser pleinement leurs compétences et leurs idées. De façon plus précise, nous définissons l'innovation comme suit :

« ... une culture où tous les Canadiens se sentent poussés à trouver sans cesse de nouvelles méthodes de relever et d'améliorer les défis auxquels ils font face dans leur sphère de vie particulière, qu'il s'agisse de la recherche scientifique, des affaires, des politiques, des affaires communautaires de tout autre domaine. Cela signifie également que les Canadiens doivent avoir la confiance que leurs collectivités respecteront, appuieront et encourageront l'ingénuité sous ses nombreuses facettes. En somme, nous croyons que le Canada doit s'efforcer de devenir une collectivité de penseurs créatifs, une collectivité où les nouvelles idées et approches jouissent d'une grande estime. »

Par ailleurs, nous avons souligné l'importance de considérer l'innovation comme un concept qui recoupe tous les secteurs de la société. Nous avons encouragé tout le monde à perfectionner et à favoriser les aptitudes de tous les Canadiens pour leur permettre de créer et de contribuer à cette vision. Plus précisément, nous avons énoncé cette idée comme suit :

« Plus que jamais, nous avons besoin de solutions innovatrices dans toutes les facettes de notre vie : une innovation sociale pour édifier une société juste et équitable; une innovation économique pour favoriser l'investissement; une innovation stratégique pour résoudre les défis de notre profil démographique; et une innovation culturelle pour renforcer notre fierté nationale. L'innovation est précieuse – et c'est le talent qui alimente l'innovation. »

Chaque membre de notre équipe a fourni des commentaires variés dans chaque section en ce qui concerne ses visions de l'innovation, mais il en ressort que Canada25, en tant qu'organisme, a continué de travailler selon la définition susmentionnée. Si les membres du Secrétariat de l'innovation ou les lecteurs du présent document sont intéressés à consulter les réponses de l'équipe, ils sont priés de communiquer avec Canada25.